

Événement

Dialogue social

El Othmani parie sur les rencontres sectorielles

● Envoyée lundi aux différents départements ministériels, une circulaire montre une réelle volonté de trouver des solutions idoines aux problématiques qui s'abandonnent la paix sociale. Le chef de gouvernement veut des propositions pour aller au prochain dialogue social national avec du concret.

Le chef de gouvernement vient d'envoyer une circulaire aux ministres, ministres délégués et secrétaires d'État les exhortant de tenir des rencontres sectorielles avec les syndicats les plus représentatifs. La circulaire dont les Inspirations ÉCO détient copie, s'adresse aux membres du gouvernement dans un temps où le malaise social est plus que palpable et l'entreprise au plus mal. Certains chiffres parlent de la fermeture de plus de 40.000 sociétés depuis le début de l'année alors qu'il fallait en créer. Saâd Eddine El Othmani qui avait entamé des rencontres avec les syndicats durant la dernière semaine d'avril, veut aujourd'hui ratisser large. Dans la circulaire qu'il a adressée lundi à ses ministres, il a insisté sur l'importance des contacts basés sur un agenda sectoriel qui va dans le détail des doléances et des cahiers revendicatifs. Dans ce sens, il vise à renforcer le dialogue social au niveau national, sectoriel et local. L'idée est d'aller au plus près des problèmes susceptibles de compromettre la paix sociale. Sans pour autant perdre de vue cette approche syndicale participative qui prenne aussi en considération la pérennité de l'entreprise. Deux points essentiels ressortent clairement dans cette circulaire. Primo, il appelle les différents ministres à approfondir l'examen des dossiers et



● ● ●
La méthode d'El Othmani permettra de gagner du temps et de passer directement aux gros dossiers sociaux.

doléances dans le cadre d'un dialogue sectoriel avec l'objectif d'y apporter les solutions adéquates. On ne le dira jamais assez, ce sont

Les rencontres sectorielles permettront de jauger la détermination des syndicats représentatifs à faire valoir leurs attentes.

effectivement ces rencontres à l'amont qui défrichent le terrain pour un dialogue social sain, basé sur des certitudes et non pas sur le

doute. Secundo, il incombe aux ministres d'appeler les responsables des institutions et organismes sous tutelle à entamer des contacts similaires avec les syndicats pour se pencher sur les dossiers relevant de leurs prérogatives. Le gouvernement a du pain sur la planche car El Othmani veut des résultats dans les plus brefs délais agrémentés de propositions de solutions pour servir de bases au prochain round du dialogue social. L'approche est louable car elle permettra de gagner du temps et surtout passer directement aux gros dossiers étant donné que la

plupart des revendications sectorielles auront été traitées et peut-être même résolues, mais il faut aussi garder à l'esprit que la scène syndicale est traversée par des crises et des guerres intestines qui compromettent son efficacité face au gouvernement. Cette faiblesse a été visible lors de la discussion du projet de loi de Finances 2017 à la deuxième chambre. Incontestablement, les syndicats n'étaient pas au top de leur force face à des partis comme le PAM ou l'Istiqlal qui semblaient mieux maîtriser les problématiques sociales et sectorielles. L'on s'achemine vers un basculement où les prérogatives des syndicats dans la défense des intérêts des travailleurs ne sont plus exclusives. Les rencontres sectorielles permettront d'y voir plus clair et surtout de jauger la détermination des syndicats représentatifs à faire valoir leurs attentes. Ce n'est pas la première fois que de telles prises de contacts auront lieu. Avant le 1er mai, des rencontres ont eu lieu notamment avec le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Hassad, qui a insisté sur le rôle que les syndicats vont devoir jouer dans la mise en œuvre de la vision stratégique de réforme de l'enseignement 2015-2030. En effet, le dialogue sectoriel entre les syndicats de l'enseignement et le ministère de tutelle est considéré comme un modèle à suivre car les deux parties sont conscientes des enjeux et de l'urgence d'une réforme pour sauver l'école publique. Quand à ce refrain d'institutionnalisation du dialogue social, il revient à chaque fois, mais semble cette fois-ci pris au sérieux. Autrement, c'est la paix sociale qui en prendra un coup avec toutes les implications que l'on connaît sur l'investissement et la création d'emplois. Concernant les revendications salariales, l'augmentation du Smig et du Smag sera encore une fois mise sur la table des négociations, mais il ne faut pas non plus croire à un changement radical dans la position du gouvernement El Othmani. Surtout lorsque le ministre de l'Économie et des finances brandit la menace des équilibres budgétaires et de l'attractivité économique du pays. Un effort sur l'impôt sur le revenu pourrait éventuellement se substituer à une annonce pas très voulue par le patronat d'une hausse des salaires.

●
PAR MOSTAFA BENTAK
m.bentak@leseco.ma

Libertés syndicales, encore du chemin à faire

La loi organique sur la grève et la ratification de la convention internationale sur la liberté syndicale figurent en haut de la liste des attentes. En effet, comme le souligne plus d'un responsable syndical, l'article 288 du Code pénal ainsi que la convention 87 portant sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, représentent des priorités, mais il y a aussi la revendication portant sur la création d'une nouvelle échelle, l'unification du salaire minimum entre le secteur industriel et le secteur agricole et la contractualisation sociale. La réforme des retraites n'est pas en reste. Le projet adopté par l'ex-gouvernement Benkirane, puis retiré ne devra pas rester indéfiniment en suspens. Syndicats et gouvernement seront dans l'obligation de trouver un terrain d'entente sur l'une des réformes les plus problématiques que le pays ait connue.